ment des problèmes particuliers concernant certains groupes du prolétariat et certains moments des situations. Cet intérêt général est, en un mot, **l'intérêt de la révolution prolétarienne.** C'est-à-dire l'intérêt du prolétariat considéré comme classe mondiale douée d'une unité et de tâches historiques, tendant à un objectif révolutionnaire : au renversement de l'ordre bourgeois. Nous pouvons et devons résoudre les problèmes particuliers en fonction de cette finalité suprême.

La manière de coordonner les solutions particulières avec cette finalité générale, se concrétise par des fondements acquis par le parti et qui se présentent comme les pivots de son programme et de ses moyens tactiques. Ces fondements ne sont pas des dogmes immuables et révélés mais sont, à leur tour, la conclusion d'un examen général et systématique de la situation de toute la société humaine, dans la période historique actuelle, où il faudra tenir compte de toutes les données qui tombent sous notre expérience. Nous ne nions pas que cet examen soit en progression continuelle et que les conclusions acquises se réélaborent à nouveau, mais il est certain que nous ne pourrions exister en tant que parti mondial au cas où l'expérience historique que le prolétariat possède déjà, ne permettrait à notre critique de construire un programme et un ensemble de règles de conduite politique. Nous n'existerions pas sans cela, ni comme parti, ni le prolétariat comme classe historique, possédant une conscience doctrinale et une organisation de lutte.

Là où se présentent des lacunes dans nos positions de tactique et où l'on prévoit des révisions partielles pour l'avenir, il serait erroné de les combler par une renonciation à la mise en avant de fondements ou de principes qui apparaissent certainement comme une « limitation » d'actions pouvant être suggérées par les situations successives dans les différents pays. Une erreur infiniment moindre résiderait dans l'élaboration, même imparfaite, de formulations positives parce que la clarté et la précision en même temps que le maximum possible de continuité de telles formulations d'agitation et d'action, sont une condition indispensable au renforcement du mouvement révolutionnaire. A cette affirmation, qui pourrait paraître risquée, nous ajouterons, sans vouloir insister sur cette importante question qui paraîtra excessivement abstraite pour d'aucuns, que les données que l'histoire de la lutte de classes nous fournit jusqu'à la guerre et la révolution russe, permettent au parti communiste mondial de remplir toutes les lacunes par des solutions satisfaisantes : ce qui ne veut évidemment pas dire que nous n'aurons rien à apprendre de l'avenir et de la continuelle contre-épreuve de nos positions dans leur application politique. Se refuser à « codifier » sans hésitation le programme et les règles de tactique et d'organisation de l'Internationale, ne pourrait avoir, aujourd'hui, d'autre sens que celui d'un danger opportuniste, parce que notre action courrait le risque d'aller demain se réfugier dans des principes et des règles bourgeois, complètement erronés et ruineux pour la « liberté » de notre action.

Nous conclurons ainsi : les éléments d'une solution marxiste des problèmes de notre mouvement sont l'ensemble des positions comprises dans notre vision générale du processus historique, positions orientées vers la réalisation du succès révolutionnaire final et général : étude marxiste des faits qui tombent sous notre examen. Cet ensemble de positions dérive dialectiquement d'un examen des faits, mais de l'examen de **tous** les faits historiques et sociaux qui nous sont accessibles. Pour le parti révolutionnaire, cet ensemble revêt non pas un caractère dogmatique, mais un degré élevé de permanence historique, degré qui nous sépare de tous les opportunistes et qui, autrement dit, est également représenté par notre cohérence doctrinale et de tactique, que l'on peut même qualifier de monotone, mais qui sert à nous distinguer des traîtres et des rénégats à la cause révolutionnaire.

***

Nous parlerons maintenant de la question nationale, surtout à titre d'exemple de la méthode que nous avons indiquée. L'examen de cette question et la description des faits où elle se condense, sont contenus dans les thèses du IIe Congrès qui se rapportent justement à l'appréciation de la situation du capitalisme mondial et de la phase impérialiste qu'il traverse.

Cet ensemble de faits doit être examiné en tenant compte du bilan général de la lutte révolutionnaire. Un fait fondamental est celui que le prolétariat mondial possède désormais, en plus de son armée, les partis communistes de tous les pays, une citadelle dans l'Etat ouvrier : la Russie. Le capitalisme a, lui, ses fortifications dans les grands Etats et surtout dans ceux vainqueurs de la guerre mondiale dont un petit groupe contrôle la politique internationale. Ces Etats luttent contre les conséquences du déséquilibre général déterminé dans l'économie bourgeoise par la grande guerre impérialiste et contre les forces révolutionnaires qui s'assignent comme but d'abattre leur pouvoir.

Une des ressources contre-révolutionnaires des plus importantes et dont disposent les grands Etats bourgeois dans leur lutte contre le déséquilibre général de la production capitaliste, est leur influence sur deux groupes de pays : d'un côté, leurs colonies d'outre-mer ; d'un autre côté, les petits pays à race blanche d'économie arriérée. La grande guerre, présentée comme le mouvement historique aboutissant à l'émancipation des petits peuples et à la libération des minorités nationales, a bruyamment démenti cette idéologie à laquelle les socialistes de la IIe Internationale crurent ou feignirent croire. Les nouveaux Etats surgis en Europe centrale ne sont que des vassaux de la France et de l'Angleterre, alors que les Etats-Unis et le Japon consolident toujours plus leur hégémonie sur les pays moins puissants de leur continent respectif.

Il ne peut y avoir de doute à ce sujet : la résistance à la révolution prolétarienne est concentrée dans le pouvoir de quelques grands Etats capitalistes : une fois ces derniers abattus, tout le reste s'écroulerait devant le prolétariat vainqueur. Si, dans les colonies et les pays arriérés, il y a des mouvements sociaux et politiques dirigés contre les grands Etats et dans lesquels sont englobés des couches bourgeoises, des partis bourgeois et semi-bourgeois, il est certain que le succès de ces mouvements, au point de vue du développement de la situation mondiale, est un facteur révolutionnaire, et cela parce qu'il contribue à la chute des principales forteresses du capitalisme. Si donc survivait quand même à l'écrasement des grands Etats, un pouvoir bourgeois dans les petits pays, ce dernier serait emporté par la puissance du prolétariat des pays plus avancés, même si localement le mouvement prolétarien et communiste paraît faible et seulement à ses débuts.

Un développement parallèle et simultané de la force prolétarienne et des rapports de classes et de partis dans chaque pays, n'est pas du tout un critère révolutionnaire. Il se rapporte plutôt à la conception opportuniste sur la prétendue simultanéité de la révolution au nom de laquelle on niait, à l'époque de la révolution russe, jusqu'à son caractère prolétarien. Les communistes ne croient pas du tout que le développement de la lutte dans tous les pays doive suivre le même chemin. Ils se rendent compte des différences qui se présentent dans la considération des problèmes nationaux et coloniaux, mais ils coordonnent leur solution à l'unique intérêt du mouvement de destruction du capitalisme mondial.

La thèse politique de l'Internationale Communiste, pour permettre au prolétariat communiste mondial et à son premier Etat de guider le mouvement de rébellion des colonies et des petits peuples contre les métropoles du capitalisme, apparaît donc comme le résultat d'un vaste examen de la situation et d'une mise en valeur du processus révolutionnaire, bien conforme à notre programme marxiste. Elle se situe bien au dehors de la thèse opportuniste et bourgeoise, suivant laquelle les problèmes nationaux doivent être résolus préjudiciellement, avant que l'on puisse parler de lutte de classes et où, par conséquent, le principe national sert à justifier la collaboration de classes, cela dans les pays arriérés aussi bien que dans ces pays avancés du capitalisme, une fois admis le concept du maintien ou du recouvrement de l'intégrité de la liberté nationale. La méthode communiste ne dit pas banalement : les communistes doivent agir en sens opposé, partout et toujours, au courant national : ce qui ne signifierait rien et serait la négation métaphysique du critère bourgeois. La méthode communiste s'oppose à ce dernier « dialectiquement », c'est-à-dire qu'elle part d'un facteur de classe pour juger et résoudre le problème national. L'appui aux mouvements coloniaux, par exemple, a tellement peu la saveur de la collaboration de classes, que lorsque nous recom-